

religieux. Mais notre plus grand intérêt réside dans la population de ces pays en tant que voisins qui partagent avec nous un héritage européen commun.

Il n'est pas tout à fait aussi facile de définir les objectifs canadiens en Amérique latine. L'un des buts principaux de la mission ministérielle était d'aider le gouvernement à préciser dans quelle mesure il était réellement possible de consolider nos relations avec cette région et les meilleurs moyens d'y parvenir. De même, une partie de notre tâche, pendant le présent colloque, consistera à étudier ce que devraient être les buts du Canada en Amérique latine sur le plan de la politique générale et en fonction des mesures concrètes qu'on pourrait utilement prendre à court terme.

En me bornant à l'aspect de politique générale, je pourrais fournir un point de départ à la discussion en indiquant ce qui me paraît être des principes importants en vue de l'élaboration d'une nouvelle politique canadienne plus efficace vis-à-vis de l'Amérique latine.

Premièrement, des relations plus étroites, qu'elles soient bilatérales avec un seul pays d'Amérique latine ou multilatérales avec la totalité ou un groupe d'entre eux, ne pourront s'épanouir que si elles reposent solidement sur l'intérêt national des deux parties.

Deuxièmement, des relations plus étroites devront dans une large mesure se situer au niveau des gouvernements, mais pas exclusivement puisque plus elles s'étendront aux intérêts spontanés et entreprenants des institutions et des groupes privés, plus elles seront profondes et solides.

Troisièmement, chaque partie devrait rechercher chez l'autre les éléments particuliers qu'elle peut fournir de la façon la plus caractéristique, assurant ainsi des échanges mutuellement profitables fondés sur un choix judicieux.

En examinant les recommandations visant à améliorer nos relations avec l'Amérique latine, le gouvernement ne doit pas perdre de vue la priorité à accorder à cet aspect de notre politique étrangère, compte tenu des ressources financières dont nous disposons en cette période de restrictions budgétaires.

Si, en ce qui concerne ses relations avec l'Amérique latine, ou avec tout autre territoire dans lequel il exerce une activité officielle, le gouvernement décide de suivre